ROYALISTE

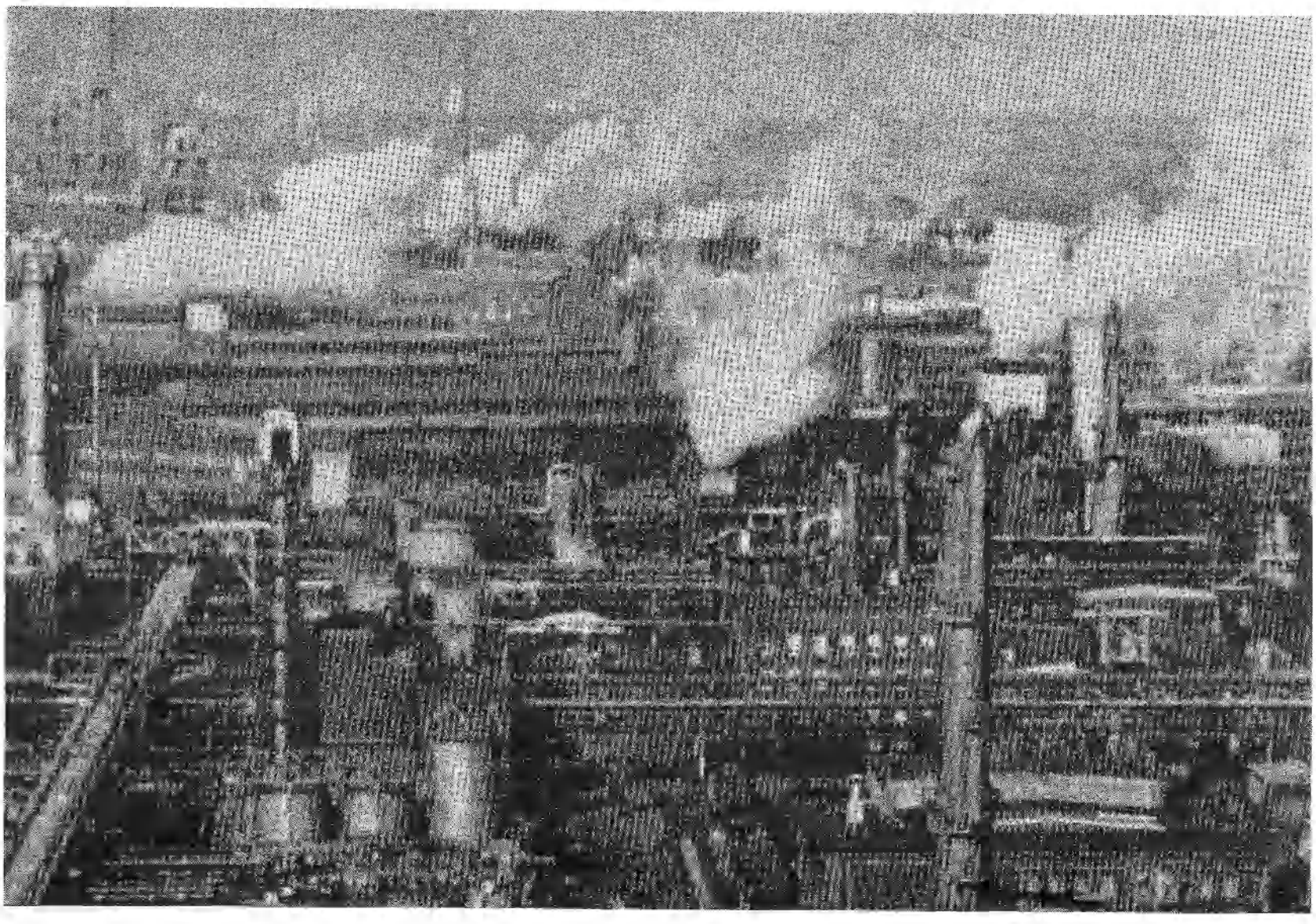
BI-MENSUEL DE L'ACTION ROYALISTE

Directeur politique : Bertrand Renouvin

29 MARS AU 11 AVRIL 1979 — 9e ANNÉE — No 290 — 4,00 F

sidérurgie :

la débacle



LA NOUVELLE ACTION ROYALISTE — 17, RUE DES PETITS-CHAMPS - 75001 PARIS

La dérision et la colère : telles sont les réactions que suscite le spectacle donné par la classe politique comme le rappelle **Bertrand Renouvin** en **éditorial**. Dérisoire la session pour rien du Parlement sur la sidérurgie (article d'**Hubert Bocquillon**). Mais scandaleuse la liquidation de notre sidérurgie (**pages centrales**) et la poursuite de la mise entre parenthèses de la France telle qu'elle se poursuit par le canal de l'Europe (article de **Jacques Destouches**). Le fait que l'Amérique de Carter et de sa paix en toc proche-orientale (**Chemins du monde** par Arnaud Fabre) ne soit pas mieux lotie n'est pas une consolation, pas plus que la montée de la puissance allemande (**presse au crible**).

Le ton indigné de ce numéro se nuance d'ironie lorsque **Gérard Leclerc** psychanalyse Freud (rubrique **Idées**) et que **Saint Vallier** démonte les cuistreries sous-freudiennes d'Emmanuel Todd (chronique **Lire**).

Mais les royalistes ne se contentent pas de dénoncer. Ils savent aussi faire des propositions comme **Hugues Trousset** à propos de la forêt française et aussi agir au sein des associations génératrices de mutations (**enquête** sur les unions de consommateurs). Quant à l'action de propagande, **Paul Chassard** montre que les militants ne chôment pas et que leur action va aller en s'amplifiant dans les semaines à venir.

ROYALISTE
BI-MENSUEL DE L'ACTION ROYALISTE

17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris.
Téléphone : 297-42-57
C.C.P. Royaliste 18 104 06 N Paris.
– Abonnements :
3 mois : 30 F
6 mois : 50 F
1 an : 90 F
– Changements d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 4 F en timbres pour les frais.
– Les illustrations et les photos de ce numéro ont été fournies par le groupe audiovisuel et sont la propriété du journal.
– Directeur de la publication : Yvan AUMONT.
– Imprimé en France - diffusion N.M.P.P.
N° Commission paritaire : 51700

l'europe allemande...

L'Europe à l'heure allemande ? C'est en tout cas l'impression qui se dégage de la série d'articles publiée par le **Monde** du 13 au 17 mars.

Mais pourquoi cette prééminence économique ? Pour Philippe Labarde les conditions de l'Après-guerre ont été déterminantes.

A QUI PERD GAGNE

Relancée et rénovée grâce à l'aide américaine, elle s'est vite révélée adaptée à l'évolution de la demande mondiale. Examinant trois expériences de spécialisation industrielle en France, au Japon et en R.F.A. le Groupe d'études prospectives internationales (G.E.P.I.) constatait ceci : « *Si l'on compare les exportations allemandes et françaises en 1955, on remarque que, pour l'ensemble des produits manufacturés, les exportations allemandes étaient de 45 % supérieures aux exportations françaises. Mais dans les catégories de produits les plus progressives (celles dont la demande évoluait le plus favorablement), les exportations allemandes étaient de trois à six fois supérieures à celles de la France. Par contre dans les catégories les plus régressives, l'Allemagne exportait de 50 à 80 % de moins que la France.* »

Contrairement à des pays comme le Japon ou la France, la R.F.A. n'avait donc pas à consentir d'importants efforts pour adapter son outil industriel à l'évolution du marché mondial : elle était au départ bien placée.

Mais le miracle allemand ne s'expliquerait pas sans la prodigieuse pugnacité de nos voisins. Comme le constate Gilbert Mathieu :

« La rapidité d'adaptation des exportateurs allemands est aussi remarquable que l'ampleur de leur effort. Lorsque le quadruplement des prix du pétrole est venu, en 1974, jeter la perturbation dans les balances des paiements occidentales, il n'a pas fallu plus d'une année à l'Allemagne pour compenser la facture pétrolière, en vendant davantage aux pays de « l'or noir ». Dès l'année suivante, les fabuleux excédents allemands reprenaient.

LA GERMANIE SANS JACOBINS

Mais cette combativité n'est pas seulement le fruit du hasard ou de « l'âme allemande ». Les structures fédérales de la R.F.A. l'expliquent aussi — voire surtout — ainsi que le dit Philippe Labarde :

Nul doute que des conditions spécifiques à la R.F.A. aient facilité la tâche des chefs d'entreprise.

En premier lieu, le tissu industriel allemand très concentré. Fermer une usine ou licencier des travailleurs dans une région où sont implantées des centaines d'autres entreprises est une chose. Le faire dans des « déserts » géographiques, comme en connaît trop la France, en est une autre. Le rôle des Landers (les régions), qui disposent d'importants moyens financiers, a également été déterminant tant du point de vue social (protection des travailleurs) que du point de vue industriel (financement d'activités de reconversion ou d'activités nouvelles). Comment enfin ne pas mentionner, parmi ces conditions spéciales, l'attitude des syndicats d'outre-Rhin.

La politique de collaboration de classes pratiquée par les syndicats fait figure de symbole du consensus social. Mais ce consensus est ambigu car fondé dans le même temps sur l'exclusion ou la marginalisation des non conformistes.

L'AUTRE ALLEMAGNE

Alfred Grosser rappelle dans **l'Express** les conditions de ces exclusions :

« Refuser quelqu'un parce que, à partir d'activités étudiantes passées, le pronostic sur sa conscience professionnelle future doit être négatif ; éliminer un enseignant inattaquable dans son enseignement parce que son comportement politique extra-scolaire semble prouver qu'il veut instaurer une société autoritaire — voilà qui apparaîtra à bon droit comme choquant. Et la sensation d'être surveillés, de pouvoir être soupçonnés à partir d'activités ou même d'opinions critiques a conduit et conduira encore nombre de jeunes Allemands à une passivité politique fort peu conforme à l'idéal du citoyen engagé pour la démocratie.

Le pronostic du même auteur dans le Monde sur les conséquences de ces pratiques ne laisse pas d'être inquiétant :

« Au niveau de la vie politique, on trouve un régime à la légitimité peu contestée, des partis qui n'ont pas de mal à réunir les suffrages. Pronostic : les remous sociaux n'ébranlent pas l'essentiel et nos régimes continueront à faire preuve de solidité.

Au niveau « infra-politique », les craquements sont nombreux, la légitimité de tous les pouvoirs est mise en cause, y compris le pouvoir des syndicats et des grandes associations professionnelles. La violence est de plus en plus mal contenue. Et même parmi ceux qui n'ont pas la tentation de la violence, la politique institutionnelle se trouve dépréciée, sinon rejetée. Pronostic : des crises graves, même si aucune catastrophe économique ne se produisait.

Pour les Français, l'Allemagne de l'Ouest peut être à la fois considérée comme un danger politico-économique et un exemple d'efficacité. Mais c'est à coup sûr, l'anti-modèle par excellence.

Jacques BLANGY

demande de documentation

Si ce numéro vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part.**

Nom : . . . . . Prénom : . . . . .
Année de naissance : . . . . . Profession : . . . . .
Adresse : . . . . .
. . . . . .
. . . . . .
désire recevoir, **sans engagement de ma part** une documentation sur le mouvement royaliste.
Bulletin à retourner :
ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

forêts
le gâchis

Les Français ont été invités le 28 février dernier par les ministres d'Ornano et Méhaignerie à faire du mois de mars, le mois de l'Arbre. Ainsi cent mille arbres devraient être plantés, principalement dans les agglomérations.

Initiative louable puisqu'elle vise à sensibiliser l'opinion, mais singulièrement dérisoire quand on pense aux millions d'arbres rasés chaque année par le remembrement, aux 100 000 hectares de forêt détruits par les incendies pendant l'été 1977, aux ravages commis par les constructions d'autoroutes et les inévitables promoteurs.

Au delà de cette « opération gadget » comme la dénoncent les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. des personnels forestiers, il convient d'examiner la situation de la forêt dans notre pays. Quelques chiffres, tout d'abord.

La forêt française couvre près de 14 millions d'hectares, 70 % appartenant à des propriétaires privées, 30 % étant publiques (à noter que 40 % des forêts domaniales sont d'anciennes forêts royales).

Et si notre forêt constitue près de la moitié de l'ensemble de celle de la communauté européenne, l'énorme déficit du commerce extérieur de la France pour le poste « bois et pates » est quand même le second après les produits pétroliers.

Constatation significative qui illustre le gâchis de la mauvaise gestion gouvernementale du patrimoine forestier et notre dangereuse dépendance d'approvisionnement vis-à-vis de l'étranger. D'autant qu'il s'agit d'un secteur où la demande ira croissante et qu'il est connu que notre superficie boisée intéresse nos partenaires européens.

Ce gâchis économique n'est pas seulement explicable par des données de fait comme le morcellement de la propriété forestière. Il tient, en fait, au refus d'aborder le problème de fond et de trouver des modalités pour dissocier propriété et gestion, compte tenu du fait que peu de propriétaires tirent de la forêt leur revenu principal. De plus, le gouvernement s'est cru obligé d'amputer en 1978 de 20 % les crédits du service des forêts alors que le concours des finances publiques était déjà trop minime. Enfin l'infrastructure industrielle de la filière bois (industrie du bois) est encore trop faible comme l'avait souligné Bertrand de Jouvenel dans son rapport sur l'avenir de la forêt dont on n'entend plus beaucoup parler.

Par ailleurs, nombre d'experts ont démontré qu'une politique adéquate de formation et de recherche forestières pouvait entraîner la création de 80 à 100 mille emplois. En réalité, il ne s'agit pas seulement de promouvoir une saine et utile compétitivité économique de notre forêt mais aussi de la défendre comme patrimoine.

Cela suppose avant toute chose, une volonté politique, par exemple en améliorant la législation sur le défrichement et en contrôlant davantage son application ou bien encore en limitant le « mitage » de la forêt par l'urbanisation. Cela suppose également une certaine éducation du public afin d'éviter les agressions, de la pollution à l'incendie, en passant par le piétinement hors des sentiers.

Mais il est un point qu'il faut souligner : la forêt est un tout, qu'il est nécessaire de défendre dans tous ses aspects. Il ne faudrait pas oublier, comme certains écologistes qui se voilent la face devant les seuls abattages d'arbres, que la forêt est un univers multiforme qui regroupe aussi bien le chêne séculaire, la chenille que le cerf ou le champignon. Que penser alors de ces surfaces dites de reboisement sans vie et sans âme ?

Ne parlons même pas du merveilleux, suprême dimension de la forêt. N'a-t-on pas tué la fée Mélusine, que sont devenus les mystères et les fantasmagories de la profonde Brocéliande ? Notre XX^e siècle ne connaîtra même pas ses propres légendes. A moins qu'une histoire d'amour entre une scie électrique et un buldozer...

Hugues TROUSSET

une session bien ordinaire...

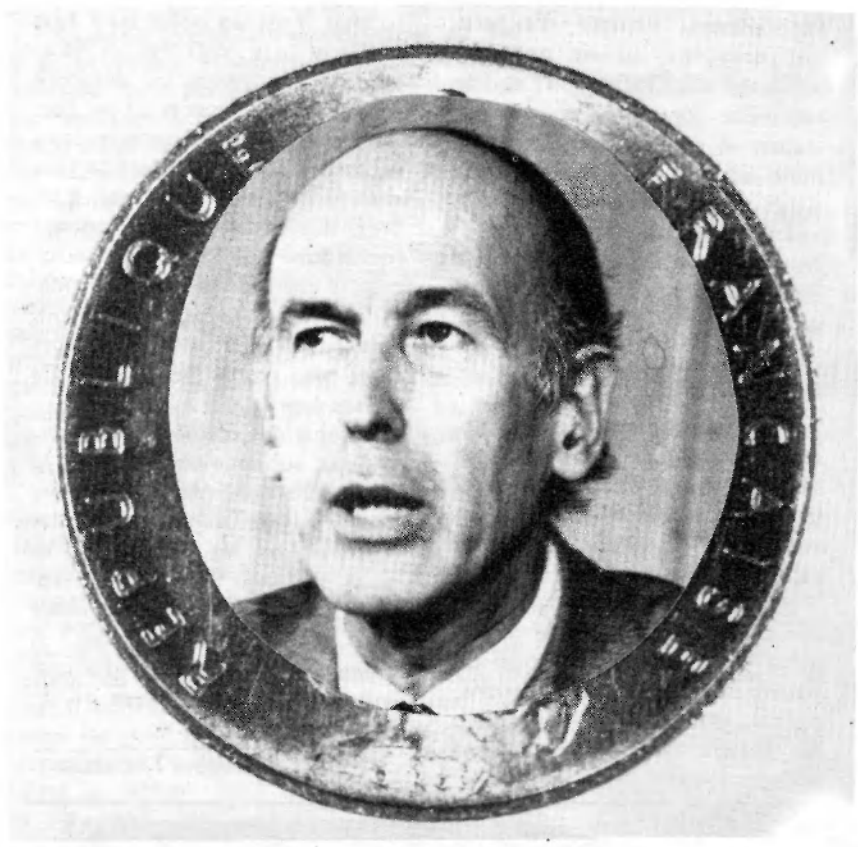
Comme des enfants de retour de vacances aiment se retrouver en un premier chahut à l'école, nos parlementaires, lors de la session dite « extraordinaire », nous ont donné leur récréation quotidienne.

A cette rentrée parlementaire, tous les moyens ont été mis en œuvre pour que le spectacle dans l'hémicycle du Palais Bourbon fut de qualité. Envolées lyriques, interruptions intempestives, claquements de pupitres, départs et rentrées précipitées, rapporteurs s'époumonant devant des bancs aux trois quarts vides, tout le folklore parlementaire nous a été livré et l'on se serait surpris à applaudir si quelques délégués syndicaux n'avaient déployé une banderolle rappelant que le chômage et les problèmes de la sidérurgie étaient les motifs de la convocation « extraordinaire » du Parlement.

Du chômage et de la sidérurgie, il en fut peu question et les trois quarts de cette session ont été surtout consacrée à la constitution de deux commissions d'enquêtes (information publique, emploi) qui comme chacun le sait ne serviront à rien si ce n'est à grossir le nombre impressionnant des précédentes commissions. Quant au débat sur les motions de censures (le P.S. refusant de soutenir celle du P.C.), il n'a fait qu'élargir la division de l'opposition tout en rétablissant une certaine cohésion dans la majorité. Aussi peut-on se demander quelle a été l'utilité de cette session dont le but initial était, rappelons-le, de **mettre en cause la politique économique du gouvernement**... Le Parlement en est sorti, du fait de ses divisions politiciennes, discrédité devant l'opinion publique et Barre a pu railler l'impuissance de l'opposition « Deux **motions de censure cela ne fait pas une politique** » tout en refaisant pour la énième fois son discours d'autosatisfaction.

De cette session « très ordinaire », nous pouvons tirer quelques leçons. Malgré la pression de l'opinion publique, la classe politique est bloquée et le Parlement n'est plus qu'une tribune pour des joutes politiciennes. Mais ce n'est pas en redonnant plus de pouvoirs à l'Assemblée comme le suggèrent de nombreux parlementaires inquiets de la montée d'un certain anti-parlementarisme que l'on débloquera la situation mais en décentralisant. Si le pouvoir était plus proche des citoyens, une politique comme celle de Barre n'aurait jamais pu se développer.

Hubert BOCQUILLON



s.m.e. : le mark consacré

Après de multiples atermoiements, après des rebondissements qui ont abouti au report de la mise en place du Système monétaire européen (S.M.E.), prévu à l'origine pour le premier janvier, le Conseil Européen tenu à Paris les 12-13 mars derniers en a décidé la mise en place instantanée.

Ce conseil des chefs d'Etat et de gouvernement du Marché Commun s'était déjà réuni à Brème en juillet 1978 : c'est à cette occasion qu'avait été décidée le lancement de l'Europe monétaire. Bien triste spectacle que ce sommet de Paris réunissant autour de Giscard une brochette de premiers ministres en butte à de graves problèmes internes, éphémères petits politiciens européens posant pour la postérité aux côtés du Président de la République.

Il n'y avait guère qu'Helmut Schmidt pour faire raisonnablement bonne figure. Et pour cause. Dans un système où le fameux ECU (Eropéan Currency Unit), unité de référence, est défini par rapport à un panier de devises où le mark entre pour un tiers à lui tout seul, il est évident que l'interventionisme allemand en matière économique par l'intermédiaire de l'organisme (F.E.-C.O.M.) destiné à devenir un Fonds monétaire européen dans les deux ans ne fera que croître.

A vrai dire, c'est bien la volonté conjuguée de Schmidt et de Giscard qui est à l'origine de la relance de l'Europe monétaire. L'idée, qui a dix ans était devenue, en fait, un serpent de mer. En effet, c'est en 1969, au sommet de La Haye, qu'une telle Union monétaire fut envisagée. En 1970, le Luxembourgeois Wermer déposait son rapport mais, après le système monétaire international était bouleversé par la décision des Américains de supprimer la convertibilité Or-Dollar (1971) et l'instauration de changes flottants (1973). Ces dates marquent la réussite du coup de force monétaire américain. Face au désordre croissant qui s'ensuit parmi les monnaies, « on » décide de stabiliser la situation au sommet de la Jamaïque en 1976, suscitant des zones de stabilité monétaires. Tout bénéfique pour les Etats-Unis, qui font la pluie et le beau temps au Fonds Monétaire International.

C'est dans ce contexte qu'a été relancée récemment l'idée d'une union monétaire européenne qui sera à géométrie variable, puisque l'adhésion de l'Italie a été obtenue par un élargissement du taux-pivot applicable à ce pays. Il est déjà patent que ce nouveau système n'empêchera pas la spéculation, et rendra plus vulnérables certains pays en raison du déphasage inévitable des économies. Encore plus sérieusement, le gouvernement français ne voit-il pas dans ce système somme toute favorable à la France un moyen commode de dégager sa responsabilité ? En cas de crise sociale, il sera toujours facile de faire porter le chapeau à la politique d'austérité imposée par le Fonds monétaire européen. Jeux dangereux, auquel Mario Soarès s'est brisé les reins lorsque le Fonds monétaire international imposait sa volonté au Portugal...

Et puis comment croire que la R.F.A. adhère à un système assez contraignant sans en tirer des avantages substantiels. C'est tout le sens d'une déclaration du président de la Bundesbank passée inaperçue, le 7 décembre dernier : « **Depuis longtemps, la Commission des Communautés s'efforce d'instituer des objectifs de croissance monétaire harmonisés... (Mais) l'obligation pour un pays comme l'Allemagne d'intervenir massivement sur le marché des changes pour défendre un taux fixe des monnaies d'autres pays membres risque de rendre difficile, sinon impossible à court terme le respect d'un objectif ferme de masse monétaire** » Impossible ? Alors la contrepartie est d'importance...

Il faut ajouter à ce rapide tableau, la situation des pays de la zone franc, qui se trouvent « ipso facto » engagés dans le S.M.E. à la traîne du franc, sans être consultés, sans pouvoir de décision, sans garanties. Et si les parlementaires de la France veulent remettre en cause ses liens monétaires privilégiés avec les Africains ? C'est ce qu'a fait remarquer fermement le ministre des Finances du Sénégal à Monory, à la réunion des ministres des Finances de la zone franc le 5 février dernier. Peine perdue. Pour Giscard, que vaut l'indépendance de ses terres à gibier comparée au désir impériaux de plaire à Schmidt ?

Jacques DESTOUCHES

europe agricole : encore et toujours l'allemagne

Lors de la signature du traité du Marché Commun, on avait fait miroiter à la France les profits qu'elle ne manquerait pas d'en tirer pour son agriculture afin de l'inciter à exposer ses industries à la concurrence allemande.

Moyennant quoi, vingt ans plus tard, l'Allemagne avec 860 000 exploitations en a à peine 300 000 de moins que la France pour un territoire agricole deux fois plus petit. La valeur de sa production agricole est sensiblement égale à celle de la France. La force de sa monnaie lui permet d'importer à bon marché l'énergie nécessaire à son agriculture et le soja dont est nourri son élevage. En revanche, la prime à l'exportation que constituerait normalement une monnaie faible est supprimée à la France par le jeu des montants compensatoires qui frappent tout produit agricole français entrant outre-Rhin.

La régionalisation de la politique agricole allemande, grâce à la structure fédérale de l'Etat et l'encouragement donné à l'exploitation à « mi-temps » couplée avec un autre métier, accentuent encore la souplesse et la force de la paysannerie allemande. Comme quoi, la fuite en avant dans une Europe où les rapports de force ne sont pas favorables a été bien en peine de remplacer en France l'absence de tout projet cohérent pour notre agriculture. Est-ce la raison pour laquelle M. Debatisse, ténor de la F.N.S.E.A., figurera en bonne place sur la liste U.D.F. aux élections de juin ?

A.F.

la paix au proche-orient

La « paix Carter » signée à l'issue d'un marathon-forcing ne résout aucun problème de façon durable au Proche-Orient et contribue à entretenir des illusions qui rendront le réveil d'autant plus amer.

En amenant Begin et Sadate à négocier, Jimmy Carter avait fait un double pari. Il avait pensé tout d'abord à détacher l'Egypte du reste du monde musulman. L'Egypte, d'année en année, s'enfonce dans un sous-développement littéralement hallucinant : elle n'a pas de pétrole, une natalité qui reste galopante et un budget grevé par d'invraisemblables charges monétaires. En se désengageant de la guerre, Sadate s'assure les subsides américains et jette les bases d'une amorce de croissance économique. Le retour à la paix consolidera son régime et lui permettra de constituer un nationalisme « nilotique » fondé sur le fait que l'Egypte est certes musulmane mais fort peu arabe. Au besoin, la minorité copte (10 % de la population) l'y aidera.

Et dans un second temps, la contagion de la prospérité aidant, les augures de la Maison-Blanche envisageaient la constitution d'un axe Riad, Tel Aviv, Le Caire fortement occidentalisé qui serait un relai efficace de l'influence américaine au Moyen-Orient.

L'IRREALISME AMERICAIN

Il est difficile d'être plus irréaliste ! Certes, la signature de la paix donne pour quelques années une réelle popularité à Sadate au sein de son pays. Mais quelques années, ce n'est pas assez pour assurer le décollage économique de l'Egypte qui, dans la meilleure des hypothèses, sera l'affaire de plusieurs décennies. Entre temps, l'Egypte risquera fort d'être happée par la vague de fond qui secoue le monde musulman. La constitution d'un nationalisme « nilotique » tout comme le rêve de nationalisme « aryen » caressé en Iran par Reza Chah se heurte à un fait brutal : la grande fièvre de l'Islam qui, telle une vague de fond, vient de submerger hier la Lybie et l'Afghanistan, aujourd'hui l'Iran et le Pakistan, et qui agite même la Turquie des descendants d'Ataturk. La force de l'onde de choc est telle que face à la paix israélo-égyptienne, la Syrie et l'Irak se sont rapprochés, ce qui tient du prodige quand on sait que ces deux pays sont dirigés par deux fractions mortellement ennemies du Baas. Bref, et comme l'avait prévu le général de Gaulle, une paix séparée au Moyen-Orient n'a aucune chance d'avoir le moindre effet de boule de neige.

ET LES PALESTINIENS ?

Ce d'autant plus que la paix qui vient d'être signée laisse entier le problème palestinien. Le traité parle d'administration autonome en Cisjordanie. C'est trop peu et trop tard. Car, dans les camps de réfugiés, s'est forgé depuis trente ans un peuple palestinien. Ajoutons que l'exil a eu sur ces Palestiniens le même phénomène stimulant que la Diaspora pour les Juifs. Comme de surcroît les organisations paraonusiaques de réfugiés les ont souvent pris en charge, les Palestiniens sont peut-être actuellement le peuple le plus dynamique et le plus développé du Moyen-Orient... avec le peuple juif : dans les émirats du golfe persique, la quasi-totalité des ingénieurs et des médecins sont palestiniens. Ce peuple veut pouvoir se transformer en véritable nation dotée d'un Etat. Autrement dit, s'affrontent sur les quelques milliers de kilomètres carrés deux vouloir-vivre aussi féroces l'un que l'autre et inconciliables. A terme, le pronostic n'est guère favorable pour Israël : sur les quatre millions d'habitants qu'il administre, 800 000 sont des Arabes cisjordaniens auxquels il convient d'ajouter les 400 000 Arabes résidant dans les frontières de l'Etat juif d'avant 1967. Par dessus le marché, le taux de natalité est deux fois plus élevé chez les Arabes que chez les Juifs.

ISRAEL, PHENOMENE COLONIAL ?

C'est que les Juifs ont dans leurs attitudes devant la vie dans leur modèle de société un comportement d'Occidentaux. Ils sont d'ailleurs étroitement rattachés à l'Occident par le cordon ombilical de l'aide militaire, énergétique et économique des Etats-Unis. Autrement dit, Israël est à la fois un Etat croupion et une pièce rapportée au Moyen-Orient. Ne nous étonnons pas dans ces conditions s'il est perçu par les Arabes comme un phénomène typiquement colonial donc inacceptable.

Décidément la création d'Israël, téléguidée depuis les communautés israélites de la 5e avenue a été criminelle à tous points de vue. Criminelle d'abord à l'égard des peuples du Moyen-Orient dont l'équilibre interne a été bouleversé et qui ne peuvent avoir que des réactions de rejet à l'égard de l'intrus. Mais criminelle aussi à l'égard du peuple juif : les trois millions d'Israëliens ne sont pas, en dépit du rêve sioniste, le noyau du regroupement de tout Israël en Palestine. Il faudrait pour cela qu'ils quintuplent leur population (!) au détriment des Arabes et que les douze à treize millions de Juifs de la Diapora aient envie de la Terre promise ce qui n'est absolument pas le cas.

Mais l'existence d'Israël crée dans les communautés juives d'Europe occidentale et des Etats-Unis un phénomène de double allégeance même parmi celles qui sont les mieux assimilées. Si un exécuteur testamentaire d'Hitler avait cherché à concocter un moyen diabolique de ressusciter l'antisémitisme via l'antisionisme trente-cinq après « l'Holocauste », il n'aurait pas trouvé mieux. Comme quoi la débilité politique des stratèges américains frise, par moment, certaines formes négatives du génie.

Au terme de cet article, on voudrait pouvoir envisager un type de solution humainement acceptable et crédible. Hélas ! Le plus probable est le pourrissement de la belligérance entre Israëliens et Palestiniens dans un premier temps, puis, si les Juifs relâchent leur vigilance, le génocide d'Israël (1). En politique, il est des erreurs irrattrapables, des erreurs qui tuent.

Arnaud FABRE

(1) A moins que les Israëliens n'aient l'arme atomique, ce qui garantirait leur survie sans pour autant régler le problème.

sidérurgie :

Les chiffres sont connus, mais on ne les répètera jamais assez : entre 1974 et 1980, près de cinquante mille emplois supprimés en Lorraine et dans le Valenciennois, une dette de 38 milliards de francs. Catastrophe humaine, financière, régionale. Catastrophe nationale aussi, puisque l'Etat a choisi de limiter la production d'acier, condamnant ainsi la France au sous-développement et à la dépendance. Comment en est-on arrivé là ?

VERS LA FAILLITE

Jusqu'en 1974, les chiffres de production d'acier brut ne laissaient pas prévoir cette débâcle. Partie de très bas en 1946 (même pas 5 millions de tonnes par an), la production d'acier connut un développement rapide marqué, comme dans les autres secteurs industriels, par des baisses cycliques parfaitement normales. Entre 1950 et 1955 la production atteint, puis dépasse, les 10 millions de tonnes. En 1960, elle s'élève à 17 m. t., frôle les 20 millions en 1964 puis plafonne, avant d'augmenter encore : 20 m. t. en 1968, 24 en 1970, 27 m. t. en 1974 malgré le fléchissement de 1971. Prolongeant les courbes, le VII^e Plan prévoit une production de 31 à 34 m. t. en 1980.

Apparemment, la sidérurgie est donc prospère. La création de Fos, au début des années 70, est un succès et le chiffre d'affaires de la sidérurgie est important : bénéficiant d'une forte demande mondiale, les entreprises vendent tout ce qu'elles produisent. Pourtant, les facteurs de la crise financière et industrielle sont déjà réunis : dès 1966, la sidérurgie a dû demander des prêts importants, qui permettent dès lors aux gestionnaires de vivre tranquillement : on distribue des dividendes, mais on ne rénove pas les anciennes installations. On se satisfait des bons résultats du court terme sans comprendre que la situation est précaire, sans prévoir l'évolution du marché mondial et l'arrivée de nouveaux concurrents.

Le réveil ne pouvait être que brutal. En 1975, la production baisse de 20 %, alors que l'endettement de la sidérurgie est considérable. Sauf en 1970 et en 1974, années particulièrement fastes, le taux d'endettement par rapport au chiffre d'affaires passe de 70 % en 1965 à 82 % en 1968, diminue au début des années 1970 avant d'atteindre 84,2 % en 1973. A partir de 1975, la sidérurgie s'endette davantage encore pour faire face aux échéances de ses emprunts : son taux d'endettement passe à 99,8 % en 1975, à 103,9 % en 1976, à 111 % en 1977. (En Allemagne, ce taux était de 22 % en 1976). C'est une situation de faillite, que le gouvernement évitera, en 1978, en faisant supporter à la collectivité nationale les erreurs et l'immobilisme des patrons de l'acier. Mais pourquoi, en 1975, cette baisse brutale de la production ? On pense, inévitablement, à la « crise mondiale ». De fait, la consommation mondiale d'acier a baissé en 1975 (— 16 %) mais elle a repris, à un rythme moins rapide, à partir de 1976. Mais le phénomène majeur est l'arrivée sur le marché mondial de nouveaux producteurs qui disposent d'un équipement très moderne et qui envahissent l'Europe en cassant les prix : d'abord les Japonais, puis la Corée du Sud, l'Australie, l'Afrique du Sud et l'Espagne. D'où une surcapacité de production sur le marché mondial, qui empêche la sidérurgie française d'exporter ses excédents. Car, il faut souligner que le marché français de l'acier n'est pas en crise : la sidérurgie n'est pas en situation de surcapacité à l'intérieur, elle subit la concurrence sauvage des nouveaux producteurs sans que le marché intérieur soit protégé.

DES EUROPEENS PROSPERES

Le désastre sidérurgique français était-il une fatalité ? L'exemple de deux grands producteurs européens d'acier — l'Italie et l'Allemagne — montre que l'industrie de l'acier, malgré la « crise mondiale » et la concurrence sauvage, peut fort bien surmonter ses difficultés lorsqu'elle a la volonté de concevoir et d'appliquer une politique industrielle — ou lorsqu'elle décide de se battre par tous les moyens.

Ainsi l'Allemagne qui, au lendemain de la seconde guerre mondiale, partait d'assez bas. En 1951, elle produit 13,5 millions de tonnes, contre 18 m. t. en 1939. En 1974, elle produira 53 m. t. et, si la production tombe à 40,4 m. t. en 1975, elle connaît aujourd'hui une phase ascendante qui, au vu des carnets de commande, n'est pas prête de s'arrêter. Mais les chiffres n'expriment pas toute la réalité : l'essentiel, c'est que l'Allemagne produit depuis longtemps un acier de meilleure qualité avec moins de personnel et en employant moins de charbon — qu'elle achète d'ailleurs bon marché.

C'est que la République fédérale a su moderniser sa sidérurgie en pleine période de croissance, ce qui permet à des structures saines et solides de subir les à-coups de la conjoncture sans que la situation devienne catastrophique. En effet, entre 1974 et 1978, l'Allemagne n'a connu aucun licenciement massif dans la sidérurgie et l'on ne peut même pas parler d'une véritable crise pendant cette période difficile. En effet, en Allemagne fédérale, l'effort d'aménagement a été constant pendant les vingt dernières années. D'abord, parce que la sidérurgie a conclu un accord avec les charbonnages qui profite également aux deux secteurs. Ensuite, parce que les entreprises ont su réduire peu à peu leurs effectifs (de 419 300 en 1960 à 302 000 en 1978) sans que la question du licenciement devienne un drame. Et aujourd'hui, alors que des dizaines de milliers de travailleurs sont brutalement privés d'emploi en France, le taux de chômage de la sidérurgie n'est pas supérieur, de l'autre côté du Rhin, au taux moyen de toute l'industrie. Enfin, sur le plan structurel, l'Allemagne a su réaliser l'assainissement financier de Krupp, mettre au point des accords de production entre firmes (accord Thyssen-Mannessmann) accroître la qualité de son acier (développement des aciers spéciaux) intégrer sa production « vers l'aval » (c'est-à-dire transformer l'acier) et se diversifier. Que de leçons à

la débacle

méditer !

L'Italie non plus, ne connaît pas la crise. Dès le début des années soixante, elle a su installer ses aciéries au bord de l'eau et, aujourd'hui, son industrie est moderne et spécialisée dans certaines productions. En outre, les industriels italiens ne s'embarrassent pas de principes. Bénéficiant de conditions exceptionnelles (extraordinaire évasion fiscale en raison de la faiblesse de l'Etat) les célèbres **bresciani** envahissent l'Europe avec des produits qui sont 20 à 25 % moins chers que les nôtres, en ignorant totalement les mesures décrétées à Bruxelles. La Communauté européenne peut bien fixer des quotas et des prix minima, les **bresciani** l'ignorent puisqu'ils... ne reçoivent pas les lettres de Bruxelles !

Ce simple exemple montre que, dans la catastrophe française, la CECA n'est d'aucun secours. Autorité supranationale, elle doit pourtant coordonner, réglementer, financer la sidérurgie, **prévoir** une stratégie, recommander une politique. Mais la CECA est une bureaucratie qui, comme le disait le Père Bonnet au **Point** « a mieux réussi dans ses publications imprimées que dans les produits laminés ». Mais la CECA est incapable de faire respecter ses décisions par les **bresciani**, qui se moquent d'elle. Mais la CECA subit la pression des Allemands, qui ont tout fait pour empêcher la proclamation de « l'état de crise manifeste ». Mais la CECA s'est toujours trompée dans ses prévisions. Pourquoi, dès lors, l'écouter lorsqu'elle recommande une réduction des capacités de production en Europe ? Pourquoi, la France se condamnerait-elle au sous-développement (la France mais non l'Allemagne ou l'Italie) alors que la conjoncture mondiale peut changer dans deux, cinq ou dix ans. Va-t-on s'interdire tout avenir industriel parce que des technocrates européens font des prévisions hasardeuses ?

POURQUOI LA LIQUIDATION ?

C'est pourtant le démantèlement que MM. Giscard et Barre ont choisi, à la suite d'une longue période d'immobilisme pendant laquelle nos voisins rassemblaient leurs forces. Car, si la responsabilité du patronat est indéniable, celle de l'Etat ne l'est pas moins. C'est tout de même M. Giscard d'Estaing, alors Ministre des Finances, qui a accepté que la sidérurgie se couvre de dettes sans entreprendre la politique de rénovation nécessaire. Devenu chef de l'Etat, il n'a pas vu venir une crise dont il a essayé de masquer l'ampleur. Quand on « découvre » la crise, au 2e semestre 1976, il est déjà trop tard pour entreprendre une politique à l'allemande.

Sur le plan financier, le gouvernement essaie de boucher un trou sans fond. Sur le plan économique, il tente de cacher la vérité aux Français. En 1976, la crise est évidente, mais il serait de mauvaise politique électorale de prendre, à ce moment là, des mesures : les élections cantonales ont été mauvaises et les municipales ne s'annoncent pas meilleures. Alors Giscard « décrispe » en promettant que tout ira mieux dans quelque temps. On se contente donc d'attendre une « reprise » rapide sans rien faire. Inconscience ou mensonge délibéré ? Quoi qu'il en soit, la reprise annoncée n'a pas lieu et, en 1977, tout le monde peut mesurer la gravité

de la situation. Mais, là encore, Giscard tente de la dissimuler : les élections législatives approchent et il n'est pas question d'accroître le mécontentement.

Ce n'est qu'après sa victoire inespérée de 1978 que le gouvernement décide d'appliquer une politique de démantèlement : on ferme des usines et on licencie massivement. Pourquoi cette liquidation brutale ? Parce que l'Etat giscardien, après avoir trop longtemps attendu, a décidé que la sidérurgie n'était plus « compétitive » (mais qu'est-ce que la compétitivité face au dumping et aux tricheries des **bresciani** ?). Parce que, pour le moment, nous ne parvenons pas à écouler nos produits sur le marché mondial, l'Etat conclut qu'il faut réduire notre capacité de production. La logique de cette décision n'est qu'apparente : face à une situation conjoncturelle, le gouvernement a fait un choix pour le long terme, qui engage définitivement la sidérurgie française dans le sous-développement. Cela sans la moindre considération pour le marché intérieur : si nous décidons de réduire la production d'acier, cela signifie que nous l'adaptons au marché international, mais aussi que la France consommera moins d'acier dans l'avenir, donc que le gouvernement se résigne à voir notre pays s'enfoncer dans le sous-développement. A moins que, face à des besoins intérieurs constants, on choisisse d'importer de l'acier – par exemple d'Allemagne – au lieu d'en produire. De toutes façons, la décision gouvernementale est suicidaire.

CONTRE LA DEPENDANCE

Le démantèlement de l'industrie de base qu'est la sidérurgie équivaut à nous placer dans la dépendance des fournisseurs étrangers. Répétons-le : personne ne sait comment évolueront le marché, mondial et intérieur, dans les prochaines années. Si des capacités de production trop réduites nous obligent à importer, nous ne serons maîtres ni de nos prix ni de nos approvisionnements. D'où des retards possibles de fabrication, d'où la tentation qu'éprouveront certains utilisateurs (l'automobile par exemple) d'aller s'installer à l'étranger. Ce qui serait une nouvelle étape dans le processus de sous-développement que le gouvernement a engagé.

Conclusion : il faut que nous produisions de l'acier, même si celui-ci coûte cher, au lieu de s'en remettre aux pays étrangers. Mais, il faut aussi le **transformer**, au lieu de vendre un produit brut. Ce qui implique le développement de secteurs comme celui de la machine-outil, qui fait défaut à notre pays. Il s'agit donc de maintenir nos capacités de production, de réaliser, comme en Allemagne, une intégration vers l'aval, de moderniser les entreprises, et aussi de protéger la sidérurgie contre la CECA et contre le **dumping** de certains pays.

Bien sûr, cette politique coûtera cher. Mais les licenciements aussi. Le démantèlement de la sidérurgie coûtera des dizaines de milliards puisqu'il faudra indemniser les victimes. Pourquoi ne pas consacrer cet argent au redémarrage de la sidérurgie, au lieu de fabriquer des retraités et des chômeurs et de condamner à mort des régions entières ? Mais le gouvernement trouve plus facile de faire une politique d'indemnisation plutôt qu'une politique industrielle. Facilité criminelle pour la France et dangereuse pour M. Giscard d'Estaing : face aux erreurs patronales, face aux mensonges et à la politique liquidatrice du gouvernement, la révolte est la seule réponse. Elle peut demain balayer les inconscients – ou les cyniques ? – qui nous gouvernent.

Etude réalisée par la Cellule Economie de la NAR

une association de consommateurs vue de l'intérieur

Une militante de la N.A.R., inscrite à l'Union Fédérale des Consommateurs et présente dans le conseil d'administration d'une de ses sections locales, nous parle de son expérience.

● **Royaliste : Pourquoi es-tu allée militer dans une association de consommateurs ?**

Isabelle : Pour trois raisons : d'abord, pour rencontrer des Français actifs qui, apparemment refusent et combattent la société de consommation ; ensuite, pour m'informer sur les moyens employés par les producteurs et les distributeurs pour vendre plus en trompant le consommateur ; enfin, par intérêt personnel, pour m'éclairer sur ma propre façon de consommer.

● **Royaliste : Comment fonctionne une section locale ?**

I. : Sur le plan juridique, l'union locale est une association 1901 rattachée à l'Union Fédérale des Consommateurs qui édite le journal « Que choisir ? ». Ainsi, l'union locale à laquelle j'appartiens, développe son action sur plusieurs niveaux : des opérations nationales auxquelles participent toutes les unions locales ; des actions départementales (comparaison des prix, dénonciation de publicités mensongères, etc.) ; et des permanences hebdomadaires où les consommateurs peuvent se renseigner auprès des membres de l'association pour résoudre leurs problèmes particuliers.

● **Royaliste : Pour quels problèmes, les consommateurs viennent-ils à ces permanences ?**

I. : Les requêtes sont très variées : de l'acquéreur d'une maison individuelle qui se retrouve avec une source imprévue qui mine les fondations de sa maison neuve, au contrat d'achat de tel produit qui comporte une clause abusive, ou encore un couple de jeunes mariés qui, malgré un contrat d'achat spécifiant la date de livraison, n'a pas reçu sa chambre à coucher comme prévu avant les noces... !

● **Royaliste : Quels conseils donnez-vous à l'acheteur trompé et quelles compétences ont les membres de l'association qui tiennent ces permanences ?**

I. : La plupart du temps, les litiges présentés sont simples et une personne ayant assistée à quelques permanences avec un membre plus ancien apprend vite à débrouiller les affaires courantes qui se ressemblent souvent. En ce qui concerne les affaires plus délicates qui demandent des connaissances juridiques plus importantes, le consommateur est adressé à un spécialiste de ces questions qui conseillera ou non la procédure judiciaire.

● **Royaliste : On a vraiment l'impression que le consommateur est plus assisté qu'éduqué...**

I. : C'est bien, en effet, l'une des critiques que l'on peut formuler à l'égard de ces associations. Si le journal « Que choisir ? » et les parutions locales tentent davantage d'informer, il faut bien reconnaître que le consommateur veut surtout se sortir honorablement de son litige et chercher quelques recettes pratiques pour se tirer d'affaire et ne plus se faire rouler : c'est-à-dire, qu'il considère souvent l'association de consommateurs comme un moyen de défense qui lui serait dû. Il est dommage que l'association joue ce rôle, mais n'y est-elle pas obligée ? En effet, devant le désarroi des consommateurs trompés constamment par le système, l'association, débordée par les demandes d'aide, se trouve ainsi dans la position d'un service public qui veut faire respecter les lois du marché. Si elle rend service à court terme à des milliers de consommateurs, elle ne s'en trouve pas moins cantonnée dans une action légaliste de défense de la société de consommation !

● **Royaliste : Tu étais venue à cette association pour mieux connaître et combattre la société de consommation et paradoxalement, tu renforces cette même société.**

I. : Effectivement, une association de consommateurs perd vite son caractère contestataire pour plusieurs raisons. Sa « clientèle » lui impose en quelque sorte son action en ne lui demandant que de défendre ses intérêts particuliers. Il faut bien avouer que les contestataires de la société de consommation ne représentent qu'une toute petite minorité même parmi ceux qui la pourfendent verbalement ! Le consommateur veut acquérir son gadget en paix sans se faire voler et serait scandalisé que quelqu'un vienne lui démontrer l'inutilité de son achat tant « **désiré** » ! L'association répond donc à ce besoin en défendant le consommateur contre les abus de la production-vente avec **l'aide de la législation existante.** (Mais elle essaie, aussi, de promouvoir de nouvelles lois pour compléter l'arsenal juridique du consommateur). De l'utilisation de la législation à la défense **implicite** de celle-ci, il n'y a pas un grand chemin... C'est pourquoi, une association de défense du consommateur telle que l'U.F.C. joue par son légalisme, à la fois un rôle de moralisation de la société capitaliste et de mise en contradiction de celle-ci. Le syndicalisme ouvrier, de révolutionnaire, n'est-il pas devenu réformiste et stabilisateur de l'« ordre capitaliste » ?

● **Royaliste : Mais, l'U.F.C. ne déborde-t-elle pas souvent les problèmes de consommation cou-**

rante ? Je pense à l'affaire Shell de l'Amoco-cadiz.

I. : Il n'y a pas eu que cette affaire; il y a le combat contre la construction de nouvelles centrales nucléaires, contre certaines autoroutes « inutiles », etc. On voit bien que l'apolitisme brandi par l'U.F.C. n'est qu'une façade et elle se retrouve d'autant plus confrontée aux problèmes politiques qu'elle ne voudrait pas se satisfaire de son rôle d'arbitre entre consommateurs et vendeurs.

● **Royaliste : Finalement l'U.F.C. n'arrive pas à trouver son créneau d'information et d'éducation du consommateur et semble devenir un groupe de pression supplémentaire au sein du système actuel.**

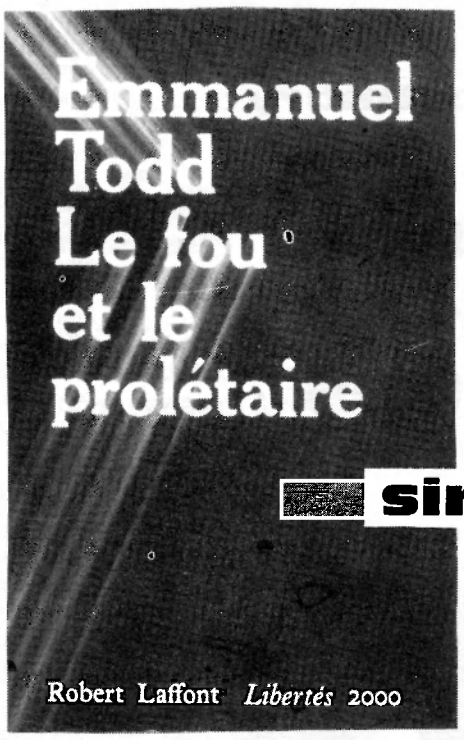
I. : Elle a besoin de devenir un groupe de pression important pour être efficace et pour justifier son existence. De ce fait, elle devient une force politique à l'instar des syndicats que les pouvoirs publics doivent prendre en considération. L'opposition qui peut alors exister entre ce nouveau syndicalisme et le pouvoir, surtout à l'occasion des campagnes contre le nucléaire, la pollution etc., pousse l'Etat à se comporter en adversaire de l'U.F.C. « donc » des consommateurs.

● **Royaliste : Mais alors, quel est le rôle du secrétariat à la consommation ?**

I. : L'existence de ce secrétariat permet à l'Etat de « couper l'herbe sous le pied » aux organisations de consommateurs. C'est une méthode de récupération des thèmes revendicatifs couramment pratiquée depuis quelque temps par le pouvoir (condition féminine, qualité de la vie). Mais, il est difficile, voire même impossible, à un Etat **dépendant** des capitaux d'assumer un rôle d'arbitrage : pour cette raison, l'existence d'associations de consommateurs est rendue indispensable.

● **Royaliste : En conclusion, malgré toutes les restrictions que tu apportes, conseilles-tu à des royalistes d'aller militer dans ces organisations ?**

I. : Je conseille à ceux qui s'y intéressent d'y aller faire un tour pour donner un contenu à la formule « société de consommation » et ainsi mieux connaître et comprendre les rouages de cette société dans laquelle, malgré tout, il faut vivre...



tout simplement non !

Je renonce dès l'abord à commenter ce livre car je le trouve foncièrement stupide. J'en donnerai quelques exemples. Par contre, je crois qu'on peut tirer parti de cette stupidité en replaçant ce livre dans le discours contemporain.

La trame du livre est constituée par l'analyse sociologique. Au moyen de statistiques sur l'alcoolisme, la folie et surtout le suicide on en déduit que 1) les sociétés européennes sont en proie à un malaise psychologique . « **l'anxiété de l'Europe telle que la mesure le taux de suicide** »; 2) que la traduction de ce malaise en est le phénomène totalitaire : manifestation massive de l'instinct de mort.

De plus par le biais d'une analyse psychiatrique et « schizophrénique » « **le totalitarisme et la folie sont deux figures du délire** ». L'auteur fait surtout une fixation sur le totalitarisme, Marx et le P.C.F. Ainsi, à la page 256 puisque y = 0,257 x − 28,40 le P.C.F. aura disparu en 2055 en hypothèse. Normal puisque Marchais et Chirac sont « **deux miroirs jumeaux de la France attardée** ». Mais, une fixation peut s'essuyer, comme autre chose d'ailleurs.

Plus dangereux est l'utilisation de termes empruntés à la psychanalyse pour renforcer l'aspect scientifique du propos. Or, il n'est qu'une pâte intellectuelle. « **Il n'y a aucune raison en 1979 de se priver des instruments utiles de la psychanalyse pour comprendre la vie politique** ». Pourtant, il y a une raison, à savoir que cette méthode ne peut s'appliquer qu'à un sujet, qu'on ne peut donc psychanalyser ni organisation ni idéologie M. Todd n'a visiblement pas compris grand chose à la psychanalyse à tel point que le contre-sens est énorme : « **l'idéologie comme système délirant** ». Il y aurait à l'origine un refus de communication, une impression de persécution et de la mégalomanie, le tout formant une psychose qui « **organisée en système délirant et transmissible** » constituerait l'idéologie. Or, c'est précisément l'idéologie qui interdit le délire au sens psychanalytique du terme.

La signification de ce contre-sens est qu'on tente d'assimiler idéologie et totalitarisme de droite ou de gauche pour mieux dédouaner nos sociétés « libérales ». Le but consiste à mettre un terme à l'anarchie humaine, à faire accepter l'Etat, la bureaucratie, l'Administration. « **La folie des Etats n'est que le reflet d'une folie des élites** ». « **L'Etat jacobin ne faisait que refléter, dans ses choix terroristes, les désirs et impulsions venus des parents** ». « **La société bureaucratique appelle la liberté comme la société libérale du XIX^e siècle menait au totalirarisme** ». C'est la volonté de parvenir à des relations humaines, de face à face, dans les lieux d'organisations et d'enregimentement (cf. les thèses de M. Crozier). Le rendement politique exige un **discours qui aide la bureaucratie à fonctionner dans le système** industriel (que, notons-le en passant, M. Todd pense éternel).

Je ne voulais pas croire comme on m'y invitait que la pensée française fût décadente : j'ai eu des remords. Et puis, j'ai eu peur.

SAINT-VALLIER

Voici classés par départements une liste de correspondants de Royaliste. Si vous désirez participer à notre effort de propagande, prenez contact en leur écrivant.

06 – NAF – BP 659 – 06012 NICE CEDEX.
13 – NAF – BP 38 – 13100 AIX-EN-PROVENCE.
24 – Laurent Dapoigny, Le Rivaud, 24700 MONTPON MENESTEROL.
27 – NAF – BP 857 – 76010 ROUEN CEDEX.
35 – NAF – BP 2536 – 35025 RENNES CEDEX.
44 – NAF – BP 203 – 44007 NANTES CEDEX.
Pays de Retz – M. Jean-Luc Bouton – Royaliste – BP 29 – 44250 SAINT-BREVIN-L'OCEAN.
49 – NAF – BP 253 – 49002 ANGERS CEDEX.
51 – M. Betbèze, 8, rue Saint-Maurice, 51100 REIMS.
56 – Mlle de Prunelé, Trécesson, CAMPENEAC – 56800 PLOERMEL.
64 – NAF – BP 556 – 64010 PAU CEDEX.
69 – NAF – BP 44 – 69397 LYON CEDEX 3.
72 – Mlle I. Jeanneteau, Rés. du Guivon, av. du Maréchal-Leclerc, 72300 SABLE.
76 – NAF – BP 857 – 76010 ROUEN CEDEX.
78 – NAF – BP 120 – 78003 VERSAILLES CEDEX.
83 – NAF – BP 612 – 83053 TOULON CEDEX.
88 – Mme Judicis, 4, rue Pasteur – 88000 EPINAL.

marie balmary :

l'homme aux statues

par gérard leclerc

Sigmund Freud, qu'ignorons-nous de lui, le grand Freud, explorateur de l'inconscient, fondateur de la psychanalyse, penseur du soupçon, membre à part entière de la trinité des temps modernes ? Sinon tout, du moins l'essentiel ! D'ailleurs lui-même, ne fut-il pas comme Œdipe interrogeant la Sphinge, face à sa propre énigme, à ceci près qu'il inventa la psychanalyse en guise de Sphinge et qu'à mi-parcours il se détourna de sa quête. Présomptueuse alors l'entreprise qui oserait poursuivre et mener à terme l'exploration interrompue ? Non pas, si elle ne manque ni de piété, ni de science, ni même de fidélité au projet freudien. Et la fidélité dans un juste amour sait être sévère où il le faut, lucide toujours.

N'empêche ; on a envie de dire : c'est drôlement gonflé ! Et lorsqu'on a lu le livre de Marie Balmary (1) : c'est magistralement gagné. Et après quel parcours ! Une véritable enquête policière où le policier au si joli nom sait par la grâce du symbolique réunir les signes, aller d'indice en indice, jusqu'à ce que les éléments du puzzle reconstituent la vérité celée. Il faut le dire sans attendre, puisque d'ailleurs les plus récents historiens l'ont énoncée clairement. Ce qui est beaucoup moins clair c'est le rapport de S. Freud à cette vérité. *« En 1968, Sajner découvre que le père de Freud n'a pas été marié deux fois, comme tout le monde l'assurait, mais trois. On découvre aussi que le registre des naissances à la mairie de Freiberg où Freud est né, lui attribue une date de naissance différente de la date jusqu'alors connue et diffusée partout. »* Freud savait-il cela ? C'est toute la question. Probablement tout fut fait pour que l'enfant n'en sache rien. Beaucoup plus tard, lorsque quelqu'un évoquera le décalage des dates, Freud niera abruptement. Nul soupçon ne devait ternir l'image du père et de la mère. L'idée d'une conception de Sigmund avant le mariage ne pouvait être évoquée sous peine de donner au père, Jakob Freud, l'allure d'un Don Juan. Et pourtant, n'est-il pas curieux que le seul opéra supporté par Freud, aimé de lui, était précisément le Don Juan de Mozart ? Et puis il y a Rebecca.

LE MYSTERE REBECCA

Il était établi que Jakob Freud avait été marié deux fois. Une fois avec Sally Keller, mère de ses deux premiers enfants, morte en 1852. Or, en cette même année, le registre de la population juive de Freiberg fait apparaître : *« Jakob Freud, âgé de trente-huit ans, sa femme Rebecca, trente-deux ans »*, ses deux fils et la femme de l'aîné *« Rebecca ne peut être la mère d'Emmanuel, qui a alors vingt-et-un ans »*. Or, cette Rebecca en 1854 disparaît des registres. C'est alors qu'apparaît la troisième épouse, et non la seconde, Amélie la mère de Sigmund Freud. Entre temps, il y a eu divorce ou mort de Rebecca. Nous n'en savons rien. Freud savait-il ? Ce qui est sûr c'est que l'énigme est au centre de sa vie, qu'elle s'identifie avec son drame personnel. Marie Balmary, dans le cours de l'enquête, découvre des indices qui évoquent un probable suicide. Du coup, la biographie de Freud acquiert une dimension tragique, jusqu'ici ignorée et qui permet d'interpréter des événements ou des symptômes qui, sans elle, seraient purement absurdes. L'essentiel est bien le rapport au père.

En 1897, Freud abandonne sa première théorie de l'hystérie qui supposait que l'enfant ait été victime d'une tentative de séduction. Coïncidence, c'est l'année de la mort du père qui provoque en lui un profond désarroi. Marie Balmary montre que c'est d'angoisse qu'il faut parler, angoisse d'un jugement et d'une condamnation, auquel le fils assiste dans la position du valet de Don Juan, attendant avec horreur que la statue du commandeur se mette en marche. Une statue qui s'identifiera au Moïse de Michel-Ange, l'homme des tables de la loi, qu'il ira visiter à Saint-Pierre-aux-Liens dès qu'il se sera rendu à Rome. De ce voyage, Freud reviendra transformé. La crise qu'il a traversé s'est semble-t-il calmée. Mais c'est aussi dans son œuvre un renversement théorique. *La vérité s'enterre.* L'Œdipe prend forme. Il n'est plus question d'une culpabilité paternelle. C'est l'enfant qui se trouve en proie à ses désirs. Pour le cas, c'est Sigmund Freud qui innocente Jakob pour le soustraire à la damnation, et c'est aussi Sigmund qui se constitue bouc émissaire pour protéger le père en jouant mimétiquement Don Juan. Mais ce n'est plus les femmes qu'il collectionne, ce sont les statues par centaines, qui, l'une après l'autre, trônent sur la table familiale, invitées muettes de ses agapes.

LAIOS OUBLIE

Le plus drôle c'est que le fameux mythe œdipien où va désormais se concentrer, sans sortir du mythe, la théorie psychanalytique, se trouve par Freud gravement amputé. Il a tout simplement *oublié* la culpabilité de Laïos, le père d'Œdipe qui se trouve à l'origine de la malédiction. Le nom Œdipe signifie : *pied enflé* et se rapporte aux chevilles de l'enfant transpercées et attachées par une courroie pour qu'il fut exposé à la mort. L'auteur du forfait n'est autre que Laïos, son père, qui a voulu se protéger de la menace de l'oracle qui avait annoncé que son fils le tuerait. Cela Freud ne s'en préoccupe pas, pas plus que de l'épisode de Laïos à la cour du Roi Pélops ainsi rapporté par Pierre Grimal : *« Là il conçut une passion pour le jeune Chrysippe, le fils de Pélops inventant ainsi (au moins selon certains), les amours contre nature. Il enleva le jeune homme et fut maudit par Pélops... Chrysippe, de honte, se suicida. »* La première faute n'est donc pas celle d'Œdipe, meurtrier de son père, époux de sa mère. Cela Freud ne le voit pas, ou plutôt ne le voit plus depuis la mort de son propre père et son abandon de la théorie de la séduction. On voit aussi quelle analogie possible entre les destins de Chrysippe et de Rebecca. Pourtant même « enterrée » la vérité ne cessera d'interroger. Ne serait-ce que par la reproduction de Gravide, une des Ménades du musée du Vatican qui se trouve placée dans le bureau de Freud, au-dessus du fameux divan. Il n'y a qu'une seule femme dans son beau drapé, alors qu'au Vatican, elles sont trois. Mais la seconde n'a plus de tête et de pieds. Quant à la troisième, ne subsiste d'elle qu'une main tenant un vase... toujours les trois femmes. Dans le même bureau, sur le même mur Œdipe questionnant la sphinge, et la photo d'un ami suicidé.

LA FAUTE ET LA LOI

Les conclusions à tirer d'une pareille enquête susciteront – du moins nous devons l'espérer – de belles controverses chez les psychanalystes. Marie Balmary en lançant son pavé – car c'en est un – fait preuve d'un beau courage. En dénonçant au passage l'impasse où après Freud s'est enfermée la psychanalyse, en proclamant la nécessité d'une nouvelle théorie de la conscience, en redonnant droit de cité à l'éthique, elle ouvre une voie singulièrement libératrice. Sans peur de révéler le sérieux dérapage du grand Freud. Du jour où il disculpe son père, il ne trouve qu'une échappatoire : charger Dieu et en même temps le liquider. C'est selon lui l'inhibition mentale religieuse qui empêche l'homme d'être *tel qu'il est en réalité.* L'expérience de l'affranchissement moderne nous a montré ce que coûtait la fin de cette prétendue aliénation. C'est peut-être aujourd'hui qu'il nous faut retrouver et la faute et la loi. *« Après la Révolution freudienne, nous posons la même question que se sont posée Nicolaevski et Boukharine, quinze ans après la révolution russe « En sommes-nous arrivé au point où les commandements de Moïse doivent être redécouverts comme une vérité nouvelle ? »* Science sans conscience... La science pourrait aider à déceler la faute non la nier lorsqu'elle n'est plus perceptible que dans les symptômes physiques et psychiques... Une autre, grande et et belle révolution en perspective.

On ne s'étonne pas que ce soit Maurice Clavel qui m'ait signalé ce livre que Pierre Boutang considère comme essentiel. Il compte parmi les signes majeurs du mouvement qui, depuis quelques années, soulève notre culture, et qui marque le retour de l'Esprit.

Gérard LECLERC

(1) Marie Balmary : *« L'homme aux statues »* - Ed. Grasset - En vente au journal - franco 53 F.

l'après-journées royalistes

La page mouvement devant être « bouclée » quelques heures avant le début des **Journées,** il nous est impossible de rendre compte de cette manifestation à laquelle nous avons consacré tous nos efforts ces derniers jours.

Au moment de lire ces lignes, vous saurez comment nos efforts ont été récompensés. Cela ne nous dispensera pas de vous offrir dans le prochain numéro de **Royaliste** un compte rendu détaillé de nos cinquièmes journées royalistes.

La campagne pour les journées restera, de toutes manières, mémorable pour les militants de la fédération de Paris. La mobilisation a été sans précédent. Pour la première fois depuis l'origine de notre mouvement nous avons tenu, chaque jour pendant plus d'une semaine, des stands avec librairie, vente de journaux, distribution de tracts, nombreuses discussions, dans différents points de Paris et notamment à la gare Saint-Lazare.

Sur le plan des affichages, les sections se sont surpassées et pour la première fois depuis longtemps, l'ensemble des départements de la périphérie de Paris a vu des équipes de colleurs se manifester toutes en même temps. Notons, c'est un détail mais quand même, l'utilisation de panneaux de trois mètres de long et d'un mètre de large qui nous mettent presqu'à égalité avec les grands partis utilisateurs de la publicité qui s'achète à coups de millions.

Nos militants s'en sont en effet donné à cœur joie avant que ne passe à l'Assemblée le projet de loi scélérate interdisant l'affichage politique libre.

Mais si la fédération de Paris se consacrait à la préparation des journées royalistes, le reste du mouvement préparait, lui, l'« après » journées. Il n'y aura pas de temps mort, nous vous le garantissons.

Si notre gouvernement « démocratique » nous interdit en effet de présenter une liste aux élections européennes, nous n'en ferons pas moins campagne. Vous trouverez en encadré la pétition rendue publique le 19 mars dernier et la liste de ses premiers signataires, ils seront suivis de nombreux autres qui n'acceptent pas la monopolisation du débat politique par les quatre « grands ».

D'autre part, notre ami Philippe de Saint-Robert nous aide à faire un travail d'explication en profondeur en se rendant à l'invitation de nos sections. C'est ainsi qu'à Lille, le 8 mars, devant un public entièrement différent du public nouveau qui était récemment venu applaudir Pierre Boutang, Saint-Robert a pu longuement, sur le thème « de Denain à Longwy : la France interdite », développer quelques idées force de son livre (1) et les approfondir sous le feu des questions, souvent posées par des personnes se définissant comme gaullistes. Il en a été de même à Nantes, lors de la réunion du 10 mars qui s'est tenue à la Bourse du travail, et s'est prolongée par un buffet où l'ambiance très libre a permis des discussions passionnées.

Dès son retour d'un voyage d'études au Proche-Orient, Saint-Robert pourra continuer cette tournée, mais notre campagne contre l'Europe germano-américaine aura bien d'autres facettes.

Quant aux dirigeants de la N.A.R., on ne peut plus parler de tournée mais quasiment de rallye. Gérard Leclerc revient d'un périple dans le Massif central. Sur le carnet de Bertrand Renouvin, nous relevons des dates de conférences à Reims le 9 avril, à Tours, le 11 avril, à la faculté de Toulon, le 2 mai, à Aix le lendemain. D'autres réunions sont prévues à Lyon, à Tulle, Saumur, Nice, Rouen, Le Mans, Caen et Troyes. Et ce n'est qu'un début car, chaque semaine, nous parviennent les plans d'action de sections de province pour le deuxième trimestre qui écartent dès aujourd'hui le risque habituel de démobilisation pour le dernier trimestre de l'année scolaire.

C'est que chacun sait que le livre du comte de Paris « **Mémoires d'exil et de combats** » va sortir très prochainement, qu'il s'agira d'un événement politique et que tous les royalistes doivent agir en conséquence.

Paul CHASSARD

(1) « Discours aux chiens endormis », en vente au journal, franco 44 F.

pétition nationale

Les soussignés constatent qu'à l'occasion des élections européennes de juin 1979 et du grand débat qui doit l'accompagner, les formations politiques autres que les quatre « grands » (P.C., P.S., U.D.F., R.P.R.) seront en pratique interdites de parole.

Les listes en présence devront, en effet, financer l'impression de dizaines de millions de bulletins et de circulaires, de dizaines de milliers d'affiches. Ces frais qui, à l'échelon national, représentent un minimum de 300 000 000 d'anciens francs, ne leur seront remboursés que si elles atteignent le seuil de 5 % des suffrages exprimés.

Ils déplorent qu'en contradiction avec la volonté de pluralisme affirmée à plusieurs reprises par le Président de la République, la démocratie française garantisse moins le droit à l'expression des minorités que la monarchie espagnole post-franquiste.

Ils réclament en conséquence une participation de l'Etat au financement de la campagne de toutes les formations qui assurent l'animation de la vie politique française et l'accès de celles-ci à la radio et à la télévision nationale.

Liste des premiers signataires :

ANDREU Pierre, ARIES Philippe, BINOCHE François, BOUDOT Pierre, CLAVEL Maurice, CLEMENT Olivier, DEBRAY Pierre, DEDET Christian, DEBU BRIDEL Jacques, DOMENACH Jean-Marie, ELLUL Jacques, FESSARD DE FOUCAULT Bertrand, GARAUDY Roger, GRENDEL Frédéric, GUEGAN Gérard, JACQUARD Albert, LECLERC Gérard, LEFORT Claude, MONTARON Georges, MOREAU Alain, PANNEQUIN Roger, RENOUVIN Bertrand, de SAINT ROBERT Philippe, THOREZ Paul, VALLE Marc.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (30 F), 6 mois (50 F), un an (90 F), de soutien (150 F) *

(*) Encadrez la formule de votre choix.

NOM : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Profession : ..... Date de naissance : .....

ROYALISTE, 17, Rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - C.C.P. ROYALISTE 18 104 06 N Paris

marécages

par bertrand renouvin

Qui se souviendra, dans un mois, de la session extraordinaire du Parlement ? Et pourtant, que de cris et de déceptions ! Le R.P.R., qui la voulait, a été dupé. La gauche, qui l'acceptait, en sort plus divisée encore. Tout cela pour aboutir à la nomination de deux commissions d'enquête sur le chômage et l'information alors qu'il est notoire, depuis Clemenceau, que les commissions sont créées pour enterrer les problèmes.

Le spectacle que donnaient les politiciens, au soir, du premier tour des élections cantonales, n'était pas pour rehausser leur prestige. Tout en annonçant qu'ils allaient prendre de la hauteur, ils ne parvenaient pas à s'arracher à leur comptabilité, ils ne pouvaient s'empêcher de proclamer tour à tour leur victoire, tandis que MM. Mitterrand et Chirac revendiquaient, l'un pour le P.S., l'autre pour le R.P.R., la place de « premier parti de France ».

LES DERNIERS TRUBLIONS

Il n'est même plus possible de s'indigner de ces piètres numéros, trop souvent joués par les mêmes acteurs pour qu'il n'y ait pas, entre eux, quelque complicité. De droite ou de gauche, comme ils se ressemblent ces messieurs de la classe politique. Pour quelques hommes vrais, porteurs d'une idée, interprètes d'une angoisse, combien d'éléments interchangeables, d'ambitieux médiocres, identiques dans leurs goûts et leurs mœurs, acharnés à défendre les mêmes privilèges, parlant haut, mais humbles devant l'argent qu'ils reconnaissent pour seule valeur. C'est ce que le Père Bonnet, dans un remarquable entretien accordé au Point en janvier dernier, appelle le « marais d'en haut » qui englobe les bourgeoisies politiciennes de droite et de gauche. Certains se félicitaient de la « stabilité » de ce marais au lendemain du premier tour des cantonales : comme ils voudraient que les derniers trublions s'y perdent et s'y noient !

Car on entendit tout de même, au milieu de la cacophonie parlementaire, quelques voix. Celle de Michel Debré par exemple, et celle de Georges Marchais. Le premier ne cesse de demander qu'une volonté s'exprime, qu'un effort soit entrepris. Le second dénonce les mensonges du gouvernement, et son incroyable mépris pour le malheur des gens. Comment ne pas les approuver, même si l'on redoute le jacobinisme de Michel Debré et la mentalité totalitaire qui sévit au Parti communiste. La vérité, même partielle, reste aujourd'hui trop méconnue pour que nous fassions la fine bouche lorsque quelques-uns s'emploient à la révéler.

C'est que, consciemment ou non, le gouvernement voudrait bien que le peuple français s'enfonce dans le marécage, qu'il s'habitue à la crise économique et au sous-emploi, qu'il consente à la médiocrité et au renoncement. Nous n'avons jamais voulu, dans ce journal, faire des procès d'intentions ou verser dans les interprétations délirantes de la politique que nous subissons. Il n'y a pas de « complot contre la France » de la part du gouvernement. Mais il y a échec manifeste et volonté de le cacher. Mais il y a un choix politique qui est celui du sous-développement et de la dépendance.

LA STRATEGIE DU DECLIN

M. Giscard d'Estaing nous a trompé, quand il nous laissait espérer la « reprise ». M. Barre nous ment quand il dit qu'il a maintenu le Franc, rétabli l'équilibre extérieur et enrayé l'inflation. Et il nous ment, quand il annonce une amélioration de l'emploi. Le chômage ne cesse d'augmenter. L'inflation est plus forte que l'an passé. Le Franc a perdu, en trois ans, 12 % de sa valeur par rapport au Mark. Les résultats du commerce extérieur seront mauvais cette année. Des régions et des industries sont en faillite. Partout, le bilan est accablant. Et c'est cette situation catastrophique qu'on voudrait nous faire accepter en nous répétant que « cela pourrait être pire », que la crise est « mondiale », que les salariés gagnent trop d'argent et que, de toutes façons, les chômeurs seront indemnisés. Non seulement le gouvernement a échoué, mais il nous demande soit de le féliciter, soit de prendre la responsabilité de son échec. Non seulement le gouvernement est incapable, mais il fait de cette incapacité une nécessité et une doctrine. Les entreprises ont des difficultés ? Qu'elles ferment ! La France ne va pas bien ? Qu'elle s'intègre à l'Europe ! Les étudiants ne trouvent pas de travail correspondant à leurs diplômes ? Qu'ils deviennent balayeurs ! Peu importe, puisque les privilèges de classe et de caste sont préservés, puisque la finance est prospère, puisque le Chancelier Schmidt est content.

Ce mélange de légèreté et de cynisme paraît invraisemblable. Pourtant souvenons-nous : il n'y a pas si longtemps, des hommes venus au pouvoir dans le désastre acceptaient que la France deviennent le jardin d'une autre « Europe », acceptaient le pillage de l'industrie, acceptaient que la France finisse tout en répétant aux Français qu'ils étaient coupables, qu'ils ne faisaient pas assez de sacrifices. Ne cherchons pas plus loin : c'est le même esprit, ce sont les mêmes hommes – ou leurs fils. Ce régime-là avait été acclamé jusqu'au bout, paré qu'il était des couleurs de la « tradition française » et caricaturant la légitimité politique. Puis tout s'effondra, brutalement, lamentablement, selon la loi commune des régimes de droite.

« Quand on veut amener une révolution dans un pays sous-développé, on installe des conseillers américains ; quand on veut en provoquer une dans un pays développé, il suffit d'installer des libéraux au pouvoir », écrivait récemment Philippe de Saint Robert. Les libéraux sont au pouvoir depuis cinq ans. Malgré les propagandes triomphantes, malgré leurs succès électoraux ou parlementaires, la révolution n'est peut-être plus très loin. Il faudra, pour l'accomplir, d'autres hommes que ceux du « marais d'en haut ».

Bertrand RENOUVIN